



Democratie révolutionnaire

Pour contribuer au rassemblement des anticapitalistes et révolutionnaires

Lettre n° 109 du 13 octobre 2019

Au sommaire :

- **Macron en guerre contre le fantasme de « l'hydre islamiste », une offensive contre toute la population laborieuse**
- **Quand LO réécrit l'histoire du NPA... tout en réécrivant la sienne - Yvan Lemaitre**

Macron en guerre contre le fantasme de « l'hydre islamiste », une offensive contre toute la population laborieuse

Lors de l'hommage rendu aux policiers assassinés, il y a dix jours, à la préfecture de Paris, Macron s'est dit en guerre contre « l'hydre islamiste ». Il a appelé à une « une société de vigilance » où, non pas les institutions, « qui seules ne suffiront pas », mais chacun de nous, serait appelé à « repérer à l'école, au travail, dans les lieux de culte, près de chez soi, les relâchements, les déviations, ces petits gestes qui signalent un éloignement d'avec les lois et valeurs de la République »... il a promis un « combat sans relâche » « face au terrorisme islamiste », appelant « la nation toute entière » à « se mobiliser »... Certes Macron s'est cru obligé de préciser « Ce n'est en aucun cas un combat contre une religion. Mais contre son dévoiement, qui conduit au terrorisme ». Réserves toutes formelles comme celle qui dénonce le « soupçon qui corrode »... Ce qui n'empêche pas la ministre de la Santé de pratiquer la politique du soupçon quand elle déclare que « lutter contre les fraudes est un acte de justice » pour remettre en cause l'aide médicale d'État (AME) aux immigrés. Que leur importe, puisque l'objectif est de caresser les préjugés dans le sens de l'extrême droite...

Le Pen double la mise

Marine Le Pen n'espérait pas une telle aubaine. Macron lui a offert sur un plateau ce débat pervers sur l'immigration à l'Assemblée nationale que vient envenimer la tuerie de la préfecture de police de Paris. Une nouvelle occasion de faire le lien entre « immigration anarchique » et « fondamentalisme islamiste » : « Une immigration anarchique, sans conditions, sans critères, sans exigences, fait le lit de la venue sur notre territoire de gens qui ne sont pas animés de bonnes intentions, fait le lit du communautarisme au sein duquel se développe le fondamentalisme islamiste ». Le « danger islamiste » est « un danger mor-

tel que le gouvernement aggrave chaque jour davantage avec sa politique insensée d'immigration », et de réclamer un « moratoire » sur l'immigration pour « résister à la submersion » !

L'escroquerie du « grand remplacement »

En écho à Zemmour, elle cherche à susciter la peur. La France et l'Europe feraient face à une « invasion » venue de l'étranger et du monde arabe en particulier qui devrait nous faire craindre un « grand remplacement ». Ce délire est purement et simplement une escroquerie. Les chiffres sont là pour le démontrer. Le taux de migrants internationaux est le même depuis vingt-cinq ans. Le nombre de personnes vivant dans un autre pays que celui où elles sont nées augmente au même rythme que la population mondiale. Et 90 % des réfugiés dans le monde sont accueillis dans des pays en développement. L'Europe, les États-Unis, le Canada et l'Australie n'en voient arriver que 10 %. Au plus fort de la prétendue « crise des réfugiés », quand 1,2 million de personnes sont venues chercher refuge au sein de l'Union européenne (UE), cela représentait 0,52 % de la population européenne. Que dire, en comparaison, d'un pays comme le Liban où on compte 1 million de réfugiés pour 4 millions d'habitants ? Entre 2014 et 2018, la France se situe à la quatorzième place des pays de l'UE par le nombre de statuts de réfugié accordés par habitant. Elle reste en dessous de la moyenne européenne...

Cette invention absurde du « grand remplacement » vise à faire peur pour susciter la haine des étrangers, la haine de l'autre, fonds de commerce des forces réactionnaires flattant l'égoïsme national afin d'étouffer le mécontentement, dévoyer la colère.

Si des femmes et des hommes, des enfants quittent leur pays, c'est parce qu'il y sont contraints par la misère, les dictatures, les guerres dans lesquelles les puissances occidentales dont la France ont une grande responsabilité et ici ils sont traités comme des parias surexploités. L'immigration coûte cher à celles et ceux qui en sont les victimes mais elle rapporte à la bourgeoisie qui en profite.

Un gouvernement discrédité, le moment pour les travailleurs de prendre l'initiative

En lançant le débat sur l'immigration puis en appelant à la mobilisation contre « *l'hydre islamiste* », Macron espère reprendre la main et préparer son propre avenir politique. Loin de faire échec à Le Pen, il cherche à occuper le même terrain pour tenter de prendre la tête d'un vaste mouvement national-libéral intégrant souverainistes et patriotes de tous bords autour d'une même démagogie chauvine et nationaliste, élitiste et raciste, pour défendre l'ordre capitaliste. Macron se rêve à la tête d'un grand parti populiste.

Sauf qu'il y a loin de la coupe aux lèvres ! Le gouvernement ne cesse de se discréditer que ce soit face à la catastrophe de Lubrizol, à Rouen, la tuerie de la préfecture, il soulève mécontentements et révolte chez les pompiers, dans l'Éducation nationale, aux urgences, dans les hôpitaux, chez les agriculteurs et y compris dans sa propre police ! Depuis la révolte des Gilets jaunes et les mobili-

sations des derniers mois, Macron et son gouvernement sont détestés. La mobilisation contre le réchauffement climatique leur échappe totalement et ne peut que s'approfondir alors que les attaques contre les retraites dressent contre lui non seulement les salariés mais aussi les professions libérales.

La démagogie réactionnaire et raciste de Macron-Le Pen pas plus que le monologue du grand blabla ne pourront empêcher le monde du travail de prendre la mesure des enjeux de la bataille qui s'engage entre tous les travailleurs français ou immigrés, avec ou sans papier, avec ou sans boulot, embauchés ou précaires et les gros actionnaires, les riches, les multinationales et leurs serviteurs politiques. Leur système fondé sur l'exploitation, le profit et la concurrence est menacé de faillite à cause de l'avidité et de la soif de pouvoir de la minorité capitaliste. Il ne tient qu'au prix de l'accentuation de l'exploitation, de la répression et de la montée du militarisme. Face à eux, tous les travailleurs partagent les mêmes intérêts. Les défendre ensemble, c'est faire taire la bêtise raciste, chauvine et xénophobe, nous unir pour défendre nos conditions de travail et de vie.

Macron et Le Pen défendent les mêmes intérêts, ceux des riches et des possédants, des gros actionnaires. Pour défendre nos intérêts de classe, unissons nous au nom de la solidarité internationale de tous les exploités.

Quand LO réécrit l'histoire du NPA... tout en réécrivant la sienne

Dans le dernier numéro de Lutte de classe du mois de septembre, Lutte ouvrière publie un article intitulé « *Le Nouveau parti anticapitaliste, dix ans après* ». Dès l'introduction, son objectif est défini : « *Il y a un peu plus de dix ans, en 2008, après qu'Olivier Besancenot eut obtenu 1,5 million de voix (4,1 %) à l'élection présidentielle de 2007, les comités d'initiative pour un Nouveau parti anticapitaliste (NPA) lancés par la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) attirèrent des milliers de nouveaux membres. En janvier 2009, ces comités se réunissaient en congrès pour fonder le NPA, deux jours après que la LCR se fut dissoute. La campagne pour le NPA et sa fondation semblaient être alors une réussite. La LCR, qui revendiquait alors 3200 membres, laissait la place à un nouveau parti de 9200 membres. Mais les années qui suivirent furent quasiment toutes en recul, du point de vue des effectifs. Aujourd'hui, le NPA revendique environ 2000 adhérents, dont un peu plus de la moitié se sont exprimés dans les votes en vue de son quatrième congrès en février 2018. Lors de ce congrès, à notre connaissance, aucun bilan de cette expérience ne fut mis à l'ordre du jour, ni sur le plan politique, ni sur le plan organisationnel. Mais il reste que ces dix années d'existence du NPA, tout comme d'ailleurs la tentative similaire du PCI lambertiste de devenir un parti large en faisant disparaître ses références politiques (Parti des travailleurs dans un premier temps, Parti ouvrier indé-*

pendant ensuite), sont une leçon de choses, au moins par la négative ».

Passons sur le parallèle un peu rapide avec les lambertistes et, si nous sommes convaincus que l'expérience des dix ans du NPA mérite un bilan, il y avait d'ailleurs un atelier sur le sujet à son université d'été, ce bilan ne peut se faire hors du contexte ni des bilans réciproques des autres tendances révolutionnaires. La leçon de choses concerne Lutte ouvrière tout autant que les militant.e.s du NPA. LO ne fait aucun bilan et réécrit même sa propre histoire en réécrivant celle de la LCR et du NPA, faisant silence sur sa politique vis à vis de la LCR ou lors de la fondation du NPA, leur refus de participer au projet du NPA, de même en discuter.

La leçon de choses se résume pour nos camarades de LO à une idée simple, il vaut mieux défendre ses idées que de s'adapter à celles des autres ou aux appareils. Comment ne pas être d'accord ! Mais cela ne suffit pas à définir une politique, une stratégie de construction d'un parti révolutionnaire. Et le bilan de LO est lui-même une leçon de chose au regard des possibilités et des occasions que l'ensemble de l'extrême gauche a été incapable de saisir.

L'enjeu mérite une discussion un peu plus sérieuse et respectueuse de l'histoire réelle des uns et des autres qu'un article qui caricature et la politique de la LCR et celle de...

LO. Mais il semble que la direction de cette dernière soit plus soucieuse de resserrer les rangs que de discuter des perspectives du mouvement ouvrier et révolutionnaire. Quoi qu'il en soit, de fait, une discussion est ouverte -et cet article y contribue à sa façon- dans la continuité de celle qui a eu lieu autour des européennes, de la venue de camarades de LO à l'université d'été du NPA, elle est indispensable pour l'ensemble des militants. Nous avons besoin de faire des bilans pour préparer l'avenir au moment où la nouvelle époque dans laquelle le capitalisme est entré ne manque pas de bousculer toutes les forces sociales et politiques ou les certitudes sectaires.

L'ancienne politique unitaire de LO, au final, une tactique pour se construire ?

Pour la nouvelle direction de LO, tout est simple : « *Depuis longtemps, la LCR cherchait à s'élargir politiquement. Dans les années 1980 et 1990, toute son activité était tournée vers les associations (Attac, Ras l'Front, DAL, SOS racisme). L'activité politique de la LCR était subordonnée au "mouvement social" que formaient ces associations, dont aucune ne se situait ni sur le terrain du communisme, ni même sur le terrain de la classe ouvrière. L'activité dans les syndicats était conçue non pas en direction des travailleurs du rang, mais en direction des directions syndicales, quitte à participer activement à la création des syndicats Sud. Sur le terrain politique, le suivisme de la LCR des années 1980 et 1990 se justifiait au nom de la "politique unitaire" ».* La messe est dite ou plutôt l'acte d'accusation. La politique de la LCR durant cette période mérite, à notre avis, bien des critiques mais faut-il encore respecter les faits et l'histoire.

Sans rentrer dans le détail des années 80 et 90, rappelons que LO avait alors engagé une politique d'unité des révolutionnaires non seulement avec la LCR mais aussi en direction de la IV^{ème} Internationale à laquelle les deux avaient répondu positivement, avec aussi le courant moreniste. En 83, la LCR coorganisait la Fête de LO, des cellules communes se tenaient... La responsabilité de la rupture revient, en 86, entièrement à LO prenant prétexte d'un incident ridicule, et regrettable, lors d'un meeting commun à Strasbourg. Les faits sont là, quelles que soient par ailleurs les erreurs politiques de la direction de la LCR par la suite dont, en 88, la campagne derrière Pierre Juquin en rupture avec le PC.

La discussion ne peut avoir lieu non plus hors du contexte historique, la gauche au pouvoir en 81, Mitterrand, ou la chute du Mur en 89 et, ensuite, l'effondrement de l'URSS. C'est alors que la IV et la LCR formulèrent la politique dite des partis larges dans le but de s'adresser aux militant.e.s déstabilisé.e.s par la politique de la gauche au pouvoir, dont celle des ministres communistes au début des années 80, et par l'effondrement du stalinisme. Une mauvaise réponse à une vraie question qui mérite cependant d'être discutée plus sérieusement.

« *Ainsi, à la présidentielle de 1995, écrit LO, la LCR appela à voter indifféremment pour Dominique Voynet (Verts),*

Robert Hue (PCF) et Arlette Laguiller ». Tout à fait vrai, une politique erronée, et bien évidemment inefficace, mais qui n'empêcha pas la direction de la LCR de répondre favorablement à l'appel lancé par Arlette Laguiller à la construction d'un parti des travailleurs au lendemain de l'élection présidentielle de 1995 après qu'elle eut obtenu plus de 5 % des voix.

C'est la direction de LO qui rejeta, avec mépris, cette proposition de la LCR se dérochant à ses responsabilités.

Le NPA, tentative de répondre à l'échec de LO et de la LCR

Pour justifier cette dérobade, LO écrit : « *Les résultats de l'extrême gauche entre 1995 et 2007, dépassant les 5 %, approchant même les 10 % en 2002 (1,63 million de voix pour Arlette Laguiller et 1,21 million pour Olivier Besancenot), ne résultaient pas d'une radicalisation d'une partie de l'électorat ouvrier. Les candidats d'extrême gauche étaient alors en fait les seuls à se présenter face à ceux de la gauche gouvernementale. Voter pour les premiers permettait aux déçus de la gauche d'exprimer une méfiance vis-à-vis des seconds, sans changer de bord. Les bulletins d'extrême gauche furent donc utilisés par les électeurs pour sanctionner les partis réformistes traditionnels, le PS et le PC, ce qui était certes positif et constituait même une certaine démonstration politique. Mais cela n'allait pas plus loin. Cette limite, nous l'avons vérifiée en allant à la rencontre de ces électeurs, en particulier au travers de nombreuses réunions organisées après ces résultats dès 1995. Il suffisait de discuter avec ces électeurs pour se rendre compte qu'il n'y avait pas, la plupart du temps, dans ces votes autre chose qu'un vote sanction, que ces votes ne traduisaient pas une adhésion aux idées révolutionnaires. Il suffisait aussi de discuter avec eux pour mesurer qu'une nouvelle génération de militants en rupture avec les partis traditionnels, susceptible d'évoluer vers les idées communistes révolutionnaires, n'était pas en train d'émerger ».*

Mais alors pourquoi avoir lancé un appel ? Une nouvelle génération de militants va-t-elle émerger spontanément ? N'était-ce pas de notre responsabilité de nous donner les moyens d'aider à l'émergence de cette nouvelle génération comme nous le proposons ? Et ce ne sont pas les électeurs d'Arlette qui sont responsables de la façon dont LO a éconduit la LCR ni de l'exclusion des camarades à l'origine de DR qui proposaient de faire de cet appel une politique militante et concrète.

Et là est toute la question.

Il est évident que la politique de la gauche menant l'offensive libérale pour le compte de la bourgeoisie avec la participation puis le soutien du PC, combiné à l'effondrement du stalinisme, ouvrait une nouvelle période qui exigeait des initiatives. La direction de LO fit le choix de préserver son organisation prise de panique devant le débat public et une réelle démocratie interne.

Faire de l'appel d'Arlette une politique impliquait de répondre positivement à la proposition de la LCR et d'ouvrir

l'organisation sur l'extérieur. Le mode de fonctionnement de LO centré autour du pouvoir personnel d'Hardy rendait une telle politique impossible.

Ceci dit, LO ne pouvait renoncer trop brutalement à son passé qui était celui d'une organisation ouverte à l'unité des révolutionnaires, à sa politique vis à vis de la LCR.

Elle ne pouvait pas prendre le risque de se présenter seule aux élections européennes de 1999 sous peine d'élargir le rayonnement de Voix des travailleurs, groupe que nous avons fondé après notre exclusion, qui assumait cette continuité politique et fusionna avec la LCR en juin 2000. C'est ainsi que la LCR et LO présentèrent une liste commune et obtinrent 5 députés au parlement européen. Lors de la présidentielle de 2001, Lutte ouvrière refusa toute possibilité qu'Arlette Laguiller puisse être une candidate commune. C'est suite à cette attitude que la LCR lança la candidature d'Olivier Besancenot.

Au final, les deux organisations furent incapables de mettre ce succès de 99 au service de la construction d'un parti qui aurait dépassé l'une et l'autre. Et les électeurs qui avaient porté Arlette Laguiller, Alain Krivine et leurs amis au parlement européen n'ont aucune responsabilité, quoi qu'en dise LO aujourd'hui, dans ce que l'on peut réellement considérer comme une incapacité du mouvement à sortir de l'opposition à la social-démocratie et au stalinisme pour se penser et agir, ensemble, en parti.

Pour les élections régionales de 2004, un nouvel accord, le dernier, eut lieu entre les deux organisations, un accord verrouillé incapable de créer la moindre dynamique. Et là, c'est bien LO qui en porte encore une large responsabilité.

Notre propos n'est pas d'établir ou de faire la part des responsabilités de chacun mais de tirer les leçons d'une période et de l'échec du mouvement trotskyste à dépasser ses divisions, oscillant entre le suivisme et le sectarisme sans se donner les moyens de formuler une politique pour l'ensemble du mouvement. Aujourd'hui, pour justifier sa propre politique sectaire, LO réécrit l'histoire, caricature sa politique en même temps que celle de la LCR avec des méthodes qui ont bien peu à voir avec l'héritage de Trotsky dont elle se revendique.

Le NPA, un compromis qui n'a pas été dépassé

Parlant dans leur article des tendances au sein du NPA, LO écrit « *Deux autres tendances, Démocratie révolutionnaire (DR) et l'Étincelle, formées à partir de militants issus de notre courant, impressionnés eux aussi par les résultats de l'extrême gauche au tournant des années 2000, s'étaient alliées en 2018 et avaient obtenu 17 % des voix. Si toutes les deux disent vouloir aujourd'hui tourner le NPA vers l'implantation des idées communistes révolutionnaires dans la classe ouvrière, elles ont pourtant deux approches différentes. DR a ainsi été au sein de la majorité dirigeant le NPA pendant plusieurs années et a défendu et même organisé la tentative de dépassement de la LCR en*

collaboration avec ses dirigeants historiques. L'Étincelle est quant à elle surtout préoccupée par le développement de sa propre fraction au sein du NPA et considère, comme le CCR, le NPA comme un milieu qui lui permet de recruter, un toit commun qui lui permet d'exister à moindres frais. Ces tendances construiront-elles un parti communiste révolutionnaire comme elles en affichent l'ambition ? Leur position au sein du NPA en tant que fraction limite leurs possibilités. Ces fractions pourraient certes gagner une majorité plus franche au sein du NPA. Il faudrait encore qu'elles se mettent d'accord ».

Comment peut-on poser les questions de cette façon caricaturale ? Notre propos n'est pas de discuter de la politique de nos camarades de L'Étincelle ni de nos perspectives communes et encore moins de savoir si nous pourrions, avec nos propres forces, construire un parti communiste révolutionnaire. Plus simplement, nous voulons confronter la réalité politique de l'histoire du NPA, de ses tendances à l'appréciation que LO en a. Une première remarque cependant, un détail qui a son importance, le mot « *issus* », n'est pas celui qui caractérise exactement nos rapports avec notre ancienne organisation mais celui d'exclus.

Ceci étant dit, effectivement nous avons participé non seulement à la majorité dirigeant le NPA, tout en publiant une lettre électronique, Débat révolutionnaire, mais aussi à la majorité au sein de la LCR qui a lancé le projet du NPA, « *organisé la tentative de dépassement de la LCR en collaboration avec ses dirigeants historiques* ». La formulation est un peu alambiquée. Pour être précis, notre courant est né de notre exclusion de LO parce que nous défendions alors l'idée que nous devions faire de l'appel d'Arlette une politique qui impliquait d'aller jusqu'au bout de la politique d'unité des révolutionnaires que défendait LO depuis 68 et qui était un de ses axes politiques (voir « *Fausse raisons d'une exclusion, vraies raisons d'une rupture* » [1]. Après l'élection Arlette Laguiller et d'Alain Krivine nous parlions du « *parti d'Arlette et d'Alain* ».

Nous avons fondé Voix des travailleurs mais nous ne voulions pas créer un nouveau groupe d'extrême gauche et nous avons engagé un processus de fusion avec la LCR au sein de laquelle la tendance Révolution d'où vient Olivier Besancenot allait participer à une nouvelle majorité à partir du congrès de 2000 qui fut celui de notre fusion.

Bien évidemment nous voulions dépasser la LCR vis à vis de laquelle nous avons toujours eu un regard critique. Ce dépassement était pour nous tenter de faire avec la Ligue la politique que nous voulions impulser dans LO, c'est à dire relever le défi de la nouvelle période. Il ne s'agissait pas pour nous « *d'occuper un espace* » ou de « *recomposition à la gauche de la gauche* » mais de contribuer à la construction d'un parti de classe, révolutionnaire, un parti des travailleurs.

Nous avons fait un compromis tout en défendant nos propres idées. Notre politique se trouve exposée dans le dernier numéro de Voix des travailleurs, du 27 juillet 2000, « *L'extrême gauche à la croisée des chemins* » [2].

Ce dépassement de la LCR s'opérait sur sa gauche, la tendance la plus droitière de la LCR rompait avec elle au moment de la fondation du NPA.

Une bataille d'idées et d'influence s'engageait prenant appui sur le passé unitaire entre la LCR et LO, notre propre passé, en pariant sur les bouleversements sociaux et politiques en cours.

Nous avons participé, tout en nous exprimant publiquement, à la majorité du NPA jusqu'au lendemain de l'élection présidentielle de 2012 qui vit Philippe Poutou être le candidat du NPA alors que l'essentiel de l'ancienne direction issue de la vieille Ligue désertait la bataille pour rejoindre le Front de gauche.

Le NPA fut, de fait, un compromis entre l'orientation défendue par la majorité de la IV, celle des partis larges, et celle que nous défendions ainsi que d'autres courants participant à la fondation du NPA ou l'ayant rejoint. Malheureusement, ce débat n'est pas tranché, ce qui nourrit la contradiction qui a miné et continue de miner le NPA.

NPA - Mélenchon même combat ?

Poursuivant son histoire, LO écrit : « *Mais la LCR ne fut pas la seule organisation à estimer que le discrédit du PS et du PC avait créé un espace politique à gauche de ces organisations. Mélenchon quitta le Parti socialiste en novembre 2008. Le Parti de gauche qu'il forma alors chercha lui aussi à recomposer la « gauche de la gauche » en organisant les déçus de la gauche réformiste traditionnelle. Faire renaître l'illusion du neuf autour d'un politicien mitterrandolâtre, Jean-Luc Mélenchon, pourtant au cœur du système depuis près de trente ans, fut du grand art. Le Parti de gauche et le NPA s'adressaient donc aux mêmes courants, aux mêmes militants* ». Si on comprend bien, LO ne dit pas que nous étions en concurrence pour gagner de l'influence dans la classe ouvrière et les classes populaires, mais que nous étions en concurrence sur les mêmes bases politiques pour gagner le même électorat, « *cet électorat qui n'avait trouvé entre 1995 et 2007 que les bulletins de vote LO ou LCR pour s'exprimer mais qui, sur le fond, préférait le réformisme affiché du Front de gauche aux ambiguïtés du NPA, dont les origines trotskystes étaient encore manifestes, et au communisme révolutionnaire affirmé par notre courant* ». L'histoire donc était écrite, quel mépris des travailleurs-électeurs condamnés au réformisme ! Aucun retour critique, aucun questionnement ? La messe est dite mais peut-être pourrait-on alors s'interroger sur le rôle des révolutionnaires ? Était-il si absurde de vouloir rassembler les forces des anticapitalistes et révolutionnaires, de se joindre à la bataille du NPA pour l'influencer et disputer l'électorat ouvrier aux réformistes sur des bases de classe ?

C'est la politique que nous avons menée avec nos modestes forces.

Et LO de voir comme un argument de sa démonstration le fait que « *dès mars 2009, un premier courant du NPA fit scission pour rejoindre la coalition du Front de gauche. En 2011, deux autres courants du NPA suivirent et en 2012,*

après de longs débats sur le fait d'abandonner ou pas la campagne de Poutou pour rejoindre celle de Mélenchon, tout un courant composé de militants historiques de la LCR abandonna le NPA pour se fondre dans le Front de gauche ». Peut-être aussi qu'une autre politique de LO, plutôt que de rejeter bien des militants, aurait pu contribuer à les influencer, à prendre confiance dans les perspectives révolutionnaires qui étaient les leurs. L'histoire n'est pas écrite par avance contrairement à ce que croient ceux qui... la réécrivent !

L'échec du mouvement révolutionnaire à devenir un parti

LO poursuit en faisant le constat : « *le NPA est aujourd'hui un assemblage de fractions, plutôt qu'un parti. De l'extérieur, il est difficile de faire la part des choses. Mais le tableau qu'ils ont dressé de ses relations internes montre que le NPA ne s'inscrit pas dans les traditions du mouvement ouvrier révolutionnaire, celles que nous avons héritées de Lénine, des bolcheviks et de l'Internationale communiste, celles de partis communistes révolutionnaires qui soient des instruments de propagande, une école pour les travailleurs, participant à la vie de la classe ouvrière et à toutes ses luttes, y compris les plus immédiates. Mais des partis qui soient surtout des instruments de la lutte pour la révolution, des instruments que le prolétariat devra utiliser pour arracher le pouvoir politique à la bourgeoisie. De tels partis ne peuvent fonctionner que sur la base du centralisme démocratique, avec des militants dévoués à la cause du communisme révolutionnaire, acquis aux idées marxistes. Ni le NPA ni la LCR ne se sont donné cet objectif d'un parti construit sur la confiance réciproque seulement possible entre militants révolutionnaires organisés vers un même but* ». Comme si les difficultés, faiblesses et échec du NPA suffisaient pour donner un contenu à ces lieux communs. Les traditions dont il est question ne constituent pas un héritage tout fait, le kit du révolutionnaire, ou alors le risque est grand de confondre l'héritage avec les caricatures qui en ont été faites, le centralisme démocratique avec une discipline par en haut, la confiance avec un ciment qui se solidifie à travers les exclusions... LO se sert des limites du NPA pour convaincre ses camarades et ses proches qu'il n'y a pas d'autre choix qu'un mode de fonctionnement où la confiance justifie l'absence de démocratie.

Expliquant ce qu'était la philosophie des bolcheviks, Lénine écrit en avril 1920 dans *La Maladie infantile du communisme* : « *Qu'est-ce qui cimente la discipline du parti révolutionnaire du prolétariat ? Qu'est-ce qui la contrôle ? Qu'est-ce qui l'étaye ? C'est d'abord, la conscience de l'avant garde prolétarienne et son dévouement à la révolution, sa fermeté, son esprit de sacrifice, son héroïsme. C'est, ensuite, son aptitude à se lier, à se rapprocher et, si vous voulez, à se fondre jusqu'à un certain point avec la masse la plus large des travailleurs, au premier chef avec la masse prolétarienne, mais aussi la masse des travailleurs non prolétarienne. Troisièmement, c'est la justesse de sa stratégie et de sa tactique politiques, à condition*

que les grandes masses se convainquent de cette justesse par leur propre expérience. A défaut de ces conditions, dans un parti révolutionnaire réellement capable d'être le parti de la classe d'avant-garde appelé à renverser la bourgeoisie et à transformer la société, la discipline est irréalisable. Ces conditions faisant défaut, toute tentative de créer cette discipline se réduit inéluctablement à des phrases creuses, à des mots, à des simagrées. Mais, d'autre part, ces conditions ne peuvent pas surgir d'emblée. Elles ne s'élaborent qu'au prix d'un long travail, d'une dure expérience ; leur élaboration est facilitée par une théorie révolutionnaire juste qui n'est pas un dogme, et qui ne se forme définitivement qu'en liaison étroite avec la pratique d'un mouvement réellement massif et réellement révolutionnaire ».

Pour actualiser les propos de Lénine, on voit bien qu'une discipline et une confiance qui ne soit ni moraliste ni corporal ne pourront aujourd'hui se forger que si émerge au sein du mouvement révolutionnaire une direction capable d'élaborer collectivement une compréhension com-

mune de la période et des tâches, c'est à dire d'analyser le stade actuel du capitalisme, de saisir le caractère nouveau et inédit de la nouvelle époque du capitalisme financier mondialisé, et les perspectives nouvelles qu'il ouvre pour le socialisme et le communisme. Cette direction tournera définitivement la page du stalinisme et de son influence y compris sur le mouvement trotskyste, du communisme nationaliste des luttes de libération nationale pour redonner aux idées du marxisme leur dimension démocratique et révolutionnaire, trouver en elles la force et l'initiative politique d'œuvrer à l'unité des révolutionnaires pour construire un parti des travailleurs. Nos camarades de LO ont toute leur place dans cette bataille plutôt que de distiller le sectarisme au prix de la négation de leur propre histoire.

Yvan Lemaitre

1 - <http://vdt.npa-dr.org/brochures/pagebroch.html>

2 - http://vdt.npa-dr.org/vdt/VDT135/une_135.htm